

Convention collective

**IDCC : 9791. – EXPLOITATIONS AGRICOLES DE POLYCULTURE,
D'ÉLEVAGES SPÉCIALISÉS OU NON,
CUMA ET EXPLOITATIONS DE CULTURES SPÉCIALISÉES
(Deux-Sèvres)
(8 novembre 2002)**

(Etendue par arrêté du 1^{er} avril 2004,
Journal officiel du 14 avril 2004)

AVENANT N° 22 DU 9 OCTOBRE 2013

NOR : AGRS1497069M
IDCC : 9791

Entre :

La FDSEA des Deux-Sèvres ;

La FD des CUMA des Deux-Sèvres ;

Le syndicat horticole de la région Poitou-Charentes,

D'une part, et

L'UD CFDT ;

L'UD CGT-FO ;

L'UD CFTC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Les modalités de mise en œuvre du régime de prévoyance institué au titre XIV de la convention collective sont modifiées ainsi qu'il suit.

Article 1^{er}

Le paragraphe 1 « Conditions d'ancienneté » de l'article 67 est remplacé par les dispositions suivantes :

« 1. Conditions d'ancienneté

Est concerné l'ensemble des salariés dès leur premier jour d'emploi. »

Article 2

Le paragraphe 4.1 « Assiette », du paragraphe 4 « Cotisations » du même article, est remplacé par les dispositions suivantes :

« 4.1. Assiette

Les cotisations sont appelées sur la base des rémunérations, versées aux salariés non cadres, prises en considération pour les cotisations d'assurances sociales. »

« Régime incapacité-invalidité-décès (paragraphe 3.1 à 3.5) :

Est concerné l'ensemble des salariés dès leur premier jour d'emploi. »

Article 3

La première phrase du paragraphe 4.2 « Répartition des taux » du paragraphe 4 « Cotisations » du même article est remplacée par les dispositions suivantes :

« Le taux global d'appel des cotisations destinées au financement des prestations définies au paragraphe 3 est de 1,96 % à raison de :

- 50 % pour les employeurs ;
- 50 % pour les salariés,

soit une cotisation de 0,98 % pour chacune des parties répartie de la manière suivante :

- décès : 0,18 %, soit 0,16 % à la charge de l'employeur et 0,02 % à la charge du salarié ;
- maintien de salaire : 0,70 %, totalité à la charge de l'employeur ;
- incapacité : 0,27 %, soit 0,12 % à la charge de l'employeur et 0,15 % à la charge du salarié ;
- invalidité : 0,81 %, totalité à la charge du salarié. »

Article 4

Les dispositions du présent avenant prennent effet le premier jour du trimestre qui suit la publication au *Journal officiel* de son arrêté d'extension et au plus tôt le 1^{er} janvier 2014.

Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Fait à Niort, le 9 octobre 2013.

(Suivent les signatures.)